



Déclaration de Boycott du CSAL convoqué le 8 avril 2026 à 14h30

Madame la Présidente,

Par la présente déclaration, la CGT Finances Publiques de la Somme vous informe de son refus de siéger à ce CSAL dont l'unique point à l'ordre du jour est « la localisation des emplois en ETP de la DDFiP de la Somme en 2026 ».

En premier lieu, la CGT Finances Publiques dénonce un brouillage des données transmises en raison du passage du système Tagerfip (emplois physiques ou "chaises") au nouveau référentiel en ETP (Équivalent Temps Plein).

Pour la CGT Finances Publiques, il n'est pas question de discuter d'un tel sujet alors que le diagnostic est connu de tous : il faut créer des emplois à la DGFIP pour permettre le renforcement d'un service public de qualité ! Or, le gouvernement a fait le choix de supprimer 550 emplois dans notre administration, c'est inadmissible et incompréhensible surtout lorsque l'on connaît le taux de suicides à la DGFIP !

A la DDFiP de la Somme, le nombre d'emplois serait maintenu.... Devons-nous pour autant nous en réjouir ? La seule stagnation des effectifs ne suffira pas à combler les besoins en moyens humains pour assurer nos missions ! Ce qu'il nous faut, ce sont des créations d'emplois ! Au lieu de cela, une fois n'est pas coutume, chaque agent aura pour instruction de prioriser ses tâches voire d'abandonner des missions.

Le constat est là, et la priorisation a largement commencé : Fermeture de l'accueil de Courbet, fermeture de l'accueil téléphonique les après-midis à la Trésorerie Grand Amiens Amendes et ce n'est que la partie visible de ces priorisations !

Pour la CGT Finances Publiques, il n'y a pas cinquante solutions : Il faut rompre avec l'idée qu'on pourrait perpétuellement s'adapter aux moyens qu'on nous donne.

On ne peut vouloir «en même temps» :

- renforcer la lutte contre la fraude,
- transférer sans cesse de nouvelles missions sans les emplois correspondants,
- réussir la transition numérique en plaçant l'intelligence artificielle au service des agents plutôt que la jouer contre eux,
- renforcer notre rôle de conseil,
- mettre en œuvre des dispositifs d'assistance d'urgence ou de crise aux entreprises, aux particuliers ou aux collectivités,
- assurer l'accueil,
- garantir l'exercice des missions en toute sécurité,
- prendre toute notre part dans la transition écologique,
- améliorer une attractivité qui s'étiole dangereusement,
- endiguer les progrès d'un management toxique qui se nourrit de la pénurie ou améliorer durablement les conditions de travail

ET négotier sur les moyens législatifs, budgétaires et humains. Ce serait vouloir le beurre et l'argent du beurre....

À l'évidence, il faut d'urgence redonner à l'administration les moyens de continuer à exercer l'intégralité de ses missions qui, toutes, concourent à une cohésion sociale plus fragile que jamais !!!

En d'autres temps, pourtant pas si lointains, un président de la République affirmait que les suppressions d'emplois auraient un retour pour ceux qui les subissent. Et pourtant, la DGFIP et ses agents ont beaucoup subi pour quelques miettes proposées en retour !

Cela suffit ! Nous voulons des créations d'emplois et des recrutements pour mieux travailler !